IMPRIMÉE ET PUBLIÉE TOUS LES MATINS PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DU GOUVERNEMENT DE L'ETAT.
"Il faut que L'OPINION PUBLIQUE SOIT ENTENDUE."
JEUDI MATIN 24 JANVIER 1833.

POUR GOUVERNEUR
J. B. DAWSON
DE L'INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS 24 janvier.

Il neige comme tous les jours sans malice du nord—il en est de même avec regret que nous avons vu que le bateau-à-vapeur *Tennessean* et *Le* [illegible] arrivés à Memphis, ont perdu, l'un [illegible] et l'autre cinq, du choléra. Un autre bateau, également parti d'ici, a perdu six hommes.

Nous avons appris avec regret que nous avons vu que le [illegible] mat, dans sa séance du 15 janvier, avait rejeté à une majorité de 8 voix contre 2, une résolution adoptée par la chambre, et [illegible] ait à nommer une commission réunie à l'effet de rédiger un bill pour prendre l'opinion du peuple de cet état sur [illegible] convenance de convoquer une convention pour réviser [illegible] constitution. Nous regrettons que des occupations particulières ne nous aient pas permis d'assister à ce te séance, [illegible] entendre les huit honorables membres par le vote [illegible] cette résolution a été rejetée : nous aurions pu [illegible] encore une discussion sur ce point important, en répondant tout d'abord à leurs objections. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons, en notre qualité de citoyens, nous [illegible] manquer de manifester notre profonde conviction sur la [illegible] nécessité d'apporter des modifications, et de larges et importantes modifications à notre pacte fondamental; et si [illegible] différons pour le moment d'exposer les motifs sur lesquels cette conviction est basée, c'est seulement parce que nous ne voulons rien hasarder sur un sujet aussi grave, et qu'il nous importe de réfléchir mûrement ce que nous avons à dire. Peut-être qu'en attendant, quelques partisans des vieilles routines, des privilèges exclusifs et des [illegible] que comporte la constitution objet de leur culte, voudront-ils bien prendre la parole pour nous informer des puissants raisons qui les portent à en demander la conservation, avec cette inébranlable persistance, quand les défauts qu'on lui reproche depuis si long-tems sont devenus visibles aux yeux les moins ouverts. Il est à souhaiter, en effet, que ces hommes consentent à entrer en lice; ils sont patriotes, si c'est réellement l'intérêt de tous et non l'intérêt de quelques-uns qu'ils soutiennent, ils ne peuvent se refuser à dire et à expliquer au peuple pourquoi ils préfèrent une constitution vicieuse et qui garantit à peine le droit de tous, à une constitution améliorée, mise en harmonie avec l'esprit de notre siècle, et où les principes de notre gouvernement seraient plus nettement posés. Car si c'est la vérité qu'ils cherchent, ils savent probablement qu'elle sort du choc des opinions. Un peu de fermeté de la part de la chambre des représentans, qui a si noblement compris sa mission, pourrait même amener dès aujourd'hui, sur cette question, des débats utiles à éclairer infiniment pour le peuple, que les lois pour entourer tel à faire ce qui est défendu par la loi, ou pour permettre à tel ce qui n'est pas loisible à tel autre. La chambre a compris le vœu du peuple; qu'elle persiste donc à maintenir la résolution qui doit y satisfaire: elle ne manquera pas d'appui, car elle aura pour elle tous les organes de l'opinion publique sans distinction de parti, et l'opinion publique elle-même.

NOMINATIONS

Faites par S. E. le Gouverneur, avec l'avis et consentement du sénat.

George Eustis secrétaire d'état.—Pierre Landreaux conservateur des hypothèques pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.—Wm. Quinton inspecteur des tabacs pour la ville de la Nouvelle-Orléans.—Coulon Henry inspecteur de farine pour la ville de la Nouvelle-Orléans.—T. M. Wells juge de paix et citoyen pour la paroisse de Plaquemine.—Alex. Rogers arbitre pour la paroisse de Livingston.—J. V. Blache jaugeur pour la ville de la Nouvelle-Orléans. J. Materre juge de paix pour la paroisse de Lafourche inférieur.—J. M'Guillen constable pour la paroisse de Carroll.—J. Blache inspecteur des tabacs pour la ville de la Nouvelle-Orléans.—P. B. Tricou encanteur pour la paroisse et ville de la Nouvelle-Orléans.—D. Caffery juge de paix pour Ste. Marie.—M. S. Cucullu, E. L. Bernard, A. Cavalier, F. Gaiennié, J. Reynes, C. Toledano, directeurs de la banque de l'état de la Louisiane.—A. Legendre notaire public pour la paroisse d'est Bâton-Rouge.—Marshall Ashby, M. Amé, L. Allard, V. Fatin, S. Kenan, C. Ja 3d, directeurs de la banque connexe à la Louisiane Jo [illegible] arpenteur de la paroisse de Carroll.—G. W. Morgan, shérif de la paroisse d'Orléans; J. Charbonnet, jr. shérif de Jefferson; D. Stanire, shérif de Plaquemines; L. Bringier, shérif de St. Bernard; A. Luminais, shérif de St. Charles et St. Jean-Baptiste; C. A. Cersay, shérif de St. Jacques; H. P. Darcé, shérif de l'Terrebonne; A. Blanchard, shérif de l'Assomption; S. G. Moor, shérif de Lafourche Intérieur; S. Vanwickle, shérif de la Pointe-Coupée; J. Butler, shérif de Est-Bâton-Rouge; V. Hébert, shérif de Ouest-Bâton-Rouge; B. Hudson, shérif de Ste. Marie; G. Briant, shérif de St. Martin; C. Valcries, shérif des Avoyelles; C. Jackson, shérif de St. Landry; J. Mc Hatton, shérif de Claiborne; H. Jones shérif des Natchitoches; J. I. Robins, shérif Est-Feliciana; Hilary Kemp, shérif de St. Hélène; L. Phelps, shérif de Catahoula; D. G. Clary, shérif de Carroll; A. M. Grayson, shérif de Ouachita; W. L. Sibley, shérif de Washington; W. Byrnes, shérif de Concordia; H. Toulle, shérif de l'Assomption; Etienne Mazureau, avocat général, A. Saghers, avocat de district, pour le 2d. district; A. Hurralson, pour le 3me.; R. N. Ogden, pour le 4me.; Wm. Byron, pour le 5me.; R. C. Scott, pour le 7me.—Encanteurs pour la ville de la Nouvelle-Orléans, J. L. Mecker, F. Dutillet, J. Lecarpentier, T. Mossy, J. Domingon, Wm. Flower, J. Howlett.—Wm. Bayley, encanteur de la paroisse des Rapides; J. N. J. Richardson et J. B. Rutland juges de paix, pour la paroisse Ouachita; R. Kirkland juge de paix, pour la paroisse Livingston; M. Newton, juge de paix, pour la paroisse St. Hélène; Chs. May, jaugeur pour la ville de la Nouvelle Orléans.

(Extrait du *Courrier d'hier.*)

Entrées faites avec droit de drawback.

Un de nos amis nous a remis un exemplaire des instructions du département de la trésorerie relativement aux marchandises entrées avec droit de Drawback. Jamais, apparavant, nous n'avions entendu dire qu'un négociant se figurat qu'en remplissant tout uniment les formalités d'entrer et d'expédier des marchandises étrangères, sans avoir[illegible] l'intention de les débarquer dans un port étranger, il avait rempli le vœu de la loi; et au fait comment pourrait-il avoir cette idée, quand il s'engage à représenter des certificats qui attesteront que ces marchandises ont actuellement été débarquées au port de leur destination? Quant à savoir par quelle autre affaire et c'est parce que nous savons que les négocians n'ont pas considéré que la loi allait aussi loin, que nous croyons devoir les mettre sur leurs gardes. Nous ne croyons pas, comme nous l'avons déjà dit, que le gouvernement à la vente, le département du trésor ait interprété correctement, et cependant, ne résulterait il pas de grands inconvénients, si un dénonciateur venait mettre dans les yeux d'un collecteur la preuve que des marchandises ont été exportées pour jouir du privilège du drawback, sans l'intention de les faire revenir aux Etats-Unis; et qu'en même tems ces marchandises se trouvaient dans les limites de son district, à bord d'un bâtiment? Ne serait il pas forcé, d'après les instructions du département de la trésorerie, que nous transcrivons, de poursuivre les marchandises et le bâtiment pour les faire confisquer?—*New York Courier & Enquirer.*

DEPARTEMENT DE LA TRÉSORERIE, 15 NOVEMBRE 1832.

Circulaire adressée aux Collecteurs, aux officiers de Marine et aux déposteurs.

Extrait.—"Quelques négocians ont supposé que quand les droits sur un certain article, sont réduits par un bill, il n'y a rien de plus à faire pour jouir de cette réduction sur les importations précédentes que d'importer subséquemment, faire rentrer et expédier avec privilège de drawback, sans avoir l'intention de les vendre ou même de les débarquer dans un port étranger, comme le dit la loi, aux Etats-Unis, et de les entrer [illegible] des droits réduits.

Cette gêne, toute fois est incompatible avec le sermens que la 7ème section de la loi relative aux douanes, passée le 2 Mars 17[illegible] Per note [illegible] et qui est ainsi conçu: "Et [illegible] porteur prêtera [illegible] serment que les dites marchandises désignées pour l'exportation, et chargées à bord de tel bâtiment, avant son expédition, [illegible] les dix jours (vingt jours sont alloués par la 3ème section de l'acte d'Avril 1820,) qui suivront son expédition, sont réellement destinées à être expédiées pour [illegible] port mentionné, et qu'elles ne doivent pas être débarquées [illegible] nulle part dans un port des Etats-Unis."

Signé J. ANDERSON, *Contrôleur*

Ci-après suivent les dispositions ultérieures contenues dans les actes du congrès à ce sujet

"Si une marchandise [illegible] importée pour l'exportation avec privilège [illegible] drawback [illegible] déduction sur [illegible] des Etats-Unis [illegible] à être [illegible] lequel [illegible] [illegible] [illegible]